

Rencontre avec le candidat du FN : Thierry Sénécلاuze

Monsieur Thierry Sénécلاuze est agriculteur dans la Drôme en production fruits, céréales, tabac. Il possède également une société agricole en Roumanie avec 4 associés.

Sur la politique agricole nationale et européenne, le volet régional étant abordé en 2ème temps, le Front National exprime son opposition à la mondialisation où les règles sont différentes d'un pays à l'autre, y compris au sein même de l'UE, où trop de normes agricoles imposées sclérosent les exploitations agricoles.

Son expérience à la fois en France et en Roumanie lui permet de voir les déséquilibres et les concurrences induites entre les pays européens. Il nous est reproché en France d'irriguer (avec toutes les contraintes associées) alors qu'en Roumanie, l'irrigation est subventionnée. En France, l'agriculture est mal vue (polluante, aidée...) alors que dans d'autres pays comme la Roumanie, c'est un moteur social.

Les français sont des plus exigeants en terme de traçabilité des produits mais dans les pays de l'est, il n'y en a pas de traçabilité. Attention quand les pays de l'est vont encore importer de plus en plus... Nous ne pouvons être compétitifs.

Domage également que nous perdions le marché méditerranéen ! Pourquoi ? Les choix politiques français, entre autres les tensions avec la Russie. Attention à la géopolitique qui influence inévitablement le commerce et bien évidemment le commerce alimentaire et donc agricole. Les choix sont aujourd'hui catastrophiques. Certes, ce sont des orientations européennes et nationales mais la région avec ses moyens doit pouvoir agir afin d'essayer de corriger quelques mauvais choix.

D'un point de vue régional, il est nécessaire de réorienter le budget agricole. Le doubler au minimum même si nous savons que ce ne sera pas suffisant. Nous aimerions le tripler voire plus ! Et il faut relativiser sur les montants distribués aujourd'hui (qui sont des aides et non des revenus pour les agriculteurs, il faut le rappeler). Cela ne représente que 1000 euros d'aides par agriculteur. La région doit soutenir le milieu rural, sans opposer les grosses structures et les petites fermes : toutes les structures doivent pouvoir exister, vendre leurs productions et cela passe par un prix en corrélation avec les coûts de production réels.

Il faut véritablement maintenir et développer une agriculture diversifiée où toutes les productions doivent coexister et être rentables.

C'est évidemment sans compter sur la pression foncière urbaine et nous sommes confrontés à un véritable problème de la Safer

- qui a de plus en plus de pouvoir et n'oublie pas de prendre des commissions de 12 % sur les transactions,
- où les propriétaires qui sont les premiers concernés ne sont pas pris en compte dans les décisions et les attributions.
- où la pression urbaine n'est pas freinée, on bétonne la plaine, on ne garde que les coteaux.
- le foncier est récupéré par l'agro-alimentaire et les banques.

Le Front National souhaite que le pouvoir soit rendu aux personnes qui sont acteurs de leur métier et du développement. C'est donc aussi le souhait pour les agriculteurs, véritables chefs d'entreprises. Il faut sortir du fonctionnement habituel où les seuls les élus décident. Si le Front National est élu, la profession dans son ensemble sera concertée mais elle doit aussi se défendre

de manière plus active. Il faut réagir et ne plus se laisser faire contre les plaintes, condamnations pour des broutilles (plaque amiante, bandes enherbées....) mais avec des sanctions dignes de malfaiteurs.

Le Front National fera appel aux OPA pour le fonctionnement des commissions agricoles du Conseil Régional. Il faudra faire un bilan et un tri dans toutes les organisations et leurs « mille-feuilles ». Le ménage se fera par l'indispensable, à savoir la distribution des subventions.

Les aides doivent donc être réorientées. Beaucoup d'agriculteurs ne touchent pas de salaire minimum comme pour les salariés, voire pas de salaire du tout ! Les coopératives ont leur part de responsabilité. Trouvez la logique ? Du maïs payé à 150 euros/tonne alors que la tonne d'ordures ménagères est facturée à 700 euros !

Les coopératives pris en exemple Champagne céréales ou Souflet qui ont importé des céréales en 2006/2007 et au moment de leur rentrée en Europe les ont mises en intervention. C'était évidemment le Jackpot ! Subventionner des entreprises qui ne jouent pas le jeu de leurs coopérateurs n'est plus acceptable.

Pour la région, au regard de ces comportements et ces dérives, il faut réorienter l'argent public vers des investissements locaux plutôt que de favoriser les investissements extérieurs. Il faut revenir à la logique : Un autre exemple est de privilégier les aides sur le travail de proximité plutôt que d'inciter à travailler n'importe où !

Suite à l'intervention du candidat, la CR a :

- rappelé son indépendance politique et économique et souhaite travailler avec tous pour faire évoluer l'agriculture, que l'argent et les aides aillent aux agriculteurs et pas au système.
- précisé qu'elle compte sur le futur Conseil Régional qui finance aussi la Safer pour être attentif aux modifications à venir sur les Safer.
- Remis un document de propositions de la CR a été remis à Monsieur Thierry Sénéclauze à l'issue de cette heure d'échanges.